



L'INDÉPENDANCE MONTÉNÉGRINE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le 21 mai 2006, les habitants du Monténégro se sont massivement exprimés dans le cadre d'un référendum organisé sur la question de l'indépendance ou du maintien de l'union politique avec la Serbie. Avec une participation de 86.3%, 55.4% des votants ont dit « oui » à l'indépendance du Monténégro.¹ Ainsi a été franchie la barre des 55% des votes en faveur de l'indépendance, condition posée par l'Union européenne. Ce seuil critique avait été fixé dans un souci de légitimité des résultats vis-à-vis de la population monténégrine (et en particulier de la minorité serbe au Monténégro), qui demeurait profondément divisée sur le futur statut du pays. Le déroulement du référendum a valu des compliments de l'Union européenne et a été qualifié de « signe de maturité » politique pour le Monténégro.

Petit détour historique

L'indépendance du Monténégro marque la fin de la Yougoslavie. Avec la Serbie, elle était l'une des dernières républiques de la Fédération de Yougoslavie. Jusque vers le milieu des années 1990, sous l'impulsion de figures proches de Slobodan Milošević (notamment Momir Bulatović), le Monténégro s'était aligné sur la politique nationaliste serbe dans les Balkans. Suite aux accords de

¹ Le Monténégro compte environ 650'000 habitants, composés de 40.6 % de Monténégrins, de 30% de Serbes, de 9.4% de Bosniaques musulmans, de 7.1% d'Albanais et de 4.3 % d'autres populations musulmanes. Il a pour voisins l'Albanie, le Kosovo, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Sa superficie est de 13'812 kilomètres carrés. Ce pays longe sur environ 300 km. les côtes de la mer Adriatique

Dayton en 1995, qui permirent de mettre un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine, des dissidences se sont manifestées au sein de la classe politique monténégrine. Ainsi, en 1997, le premier ministre Milo Djukanović tournait le dos à celui qui l'avait soutenu dans son ascension politique, Slobodan Milošević, et qualifiait ce dernier d'homme ayant une philosophie politique d'un autre âge. L'année suivante, il conforta sa position politique en devenant le président du pays et en devançant de peu le poulain de Slobodan Milošević, Momir Bulatović.

Depuis lors, le Monténégro a mené une politique sensiblement différente de celle de la Serbie et a graduellement repris le contrôle politique et économique des institutions fédérales (notamment dans le domaine de la sécurité et de la politique monétaire, en adoptant l'euro comme monnaie nationale)². Durant la guerre au Kosovo et l'intervention de l'OTAN en 1999, le Monténégro s'est clairement distancé de la Serbie, a mobilisé ses propres forces policières-militaires, a cantonné les forces armées « fédérales » sur son sol à l'intérieur des casernes et accueilli de nombreux réfugiés-déplacés albanais du Kosovo. Il évita ainsi les bombardements occidentaux. Déjà avant cette intervention de l'OTAN, les aspirations indépendantistes du Monténégro avaient implicitement trouvé un accueil favorable auprès des puissances occidentales. Ces dernières l'utilisaient comme un instrument de pression contre régime de Milošević. Cependant, avec le transfert de ce dernier à la Haye, l'on assista à un revirement spectaculaire de l'attitude des pays européens face aux aspirations monténégrines. Soudain, le Monténégro et son premier-ministre Djukanović³ furent montrés du doigt pour contrebande de cigarettes vers les côtes italiennes.

² L'adoption de l'euro permettait de protéger l'économie monténégrine du paiement du déficit serbe par le biais du dinar.

³ Lors des élections présidentielles de 2003, Filip Vujanović remporta les élections et désigna comme premier ministre son mentor, Milo Djukanović (ce dernier ne s'était pas présenté). Cette rocade était une stratégie politique délibérée de Djukanović afin d'être en première ligne dans la phase finale du processus de l'indépendance.

« Solania »

Soumis à une forte pression de l'Union européenne, le Monténégro céda et accepta en février 2003 une union provisoire avec la Serbie baptisée « Serbie et Monténégro ». Certains milieux journalistiques appelaient cette union « Solania », du nom du représentant de l'Union européenne Javier Solana, qui s'était personnellement et énergiquement investi pour faire accepter aux monténégrins ce mariage provisoire. Il faut rappeler que cette fédération moue n'avait en commun que la politique étrangère officielle et prévoyait le maintien des nouveaux régimes politiques créés depuis la fin des années 1990, à savoir le maintien de monnaies distinctes, de systèmes de taxation indépendants et de douanes séparées. Cette union prévoyait la possibilité d'organiser, dans les trois années suivant le pacte, un référendum unilatéral permettant le retrait de l'union et la poursuite de destins politiques séparés. Comme nous l'avons vu, le 21 mai 2006, les Monténégrins ont clairement opté pour l'indépendance.

Force est de constater que cette union était un enfant mort-né, même si elle constituait pour les puissances européennes un moyen de préserver un *statu quo* dans l'attente d'une clarification de la situation politique dans le sud des Balkans. Les Européens craignaient que le départ du Monténégro n'engendre de nouvelles crises dans les Balkans, à savoir des troubles interethniques au sein même du Monténégro, la proclamation éventuelle de l'indépendance du Kosovo et celle de la « Republika Srpska » en Bosnie-Herzégovine. Le calcul des Européens était d'éviter si possible la poursuite de la fragmentation des Balkans. En fait, le maintien du Monténégro dans une union politique avec la Serbie rendait plus complexe le processus de l'indépendance du Kosovo et préservait l'option d'une hypothétique union politique symbolique de cette dernière avec les deux entités précédentes. Cependant, la fédération « yougoslave » ne pouvait être ressuscitée de sa mort clinique qu'avec la démocratisation de la Serbie. Or, celle-ci n'a pas eu lieu, car l'élite politique serbe n'a pas pu

rompre avec la politique nationaliste antérieure. Ceci est devenu manifeste avec l'assassinat du premier ministre serbe Zoran Djindjić quelques jours à peine après la conclusion de l'Union. De plus, cette entité politique créée en 2003 était totalement paralysée, au point même où l'Union européenne avait aussi fini par adopter une approche distincte pour la Serbie et pour le Monténégro dans le processus d'adhésion. Enfin, cette fédération devenait un handicap majeur non pas uniquement pour le Monténégro, mais pour la Serbie aussi.

Réactions en Macédoine, en Albanie et au Kosovo après l'indépendance monténégrine

Le Monténégro représente une question stratégique de taille pour la Serbie. D'une part, une importante minorité serbes vit dans ce pays; une partie de cette population risque à terme de retourner vivre en Serbie. D'autre part, avec l'indépendance du Monténégro, la Serbie perd son seul accès à la mer. Enfin, le « oui » monténégrin à l'indépendance est un signal fort pour les habitants de Voïvodine, qui ont des aspirations autonomistes, articulées par le politicien charismatique Nenad Canak⁴. Toutefois, en même temps, le départ du Monténégro clarifie l'avenir politique de la Serbie elle-même et constitue, à côté de la question du Kosovo et de l'affaire de l'extradition de Ratko Mladić, un défi de moins pour les décideurs politiques serbes. On comprend dès lors l'empressement de la Serbie à déclarer son indépendance après le référendum monténégrin et à reconnaître le résultat de celui-ci⁵.

Il est également intéressant d'examiner les positions des pays voisins sur la question de l'indépendance et les enjeux par rapport à cette question.

⁴ Ce dernier a profité des résultats du référendum du Monténégro pour affirmer que « personne ne veut aller avec la Serbie » et « qu'il est temps qu'à Belgrade ils se posent la question 'pourquoi' ceci ».

⁵ Rappelons toutefois que, contrairement au président serbe Boris Tadić qui a immédiatement reconnu ce résultat, le premier ministre serbe Vojislav Koštunica a voulu attendre avant de se prononcer après les résultats officiels, car des irrégularités auraient été évoquées par les partisans du maintien de l'union avec la Serbie

- *Macédoine*

Concernant la Macédoine, le climat général était nettement favorable à l'indépendance du Monténégro. Les médias macédoniens ont salué le « courage » de ce pas historique permettant de se séparer de cette « formation forcée » avec Belgrade ainsi que la transparence du référendum et le degré de démocratisation manifesté par ce pays. Selon des analystes respectés de Macédoine, le bon déroulement du référendum a été un signal positif fort pour l'image des Balkans. Il est intéressant de constater que cette question est abordée en Macédoine à l'aune de sa propre trajectoire historique. L'accession à l'indépendance est considérée comme la réparation des erreurs des Monténégrins commises dans le passé, c'est-à-dire l'abandon de l'Etat et de l'Eglise monténégrine. Le « oui » est qualifié d'acte de « restauration » de la souveraineté et de l'indépendance du Monténégro⁶.

Sur un plan stratégique, deux principaux enjeux de l'indépendance du Monténégro touchent la Macédoine. Le premier est celui de l'Eglise orthodoxe monténégrine, qui se retrouve dans une position à certains égards similaire à celle de l'Eglise orthodoxe macédonienne. La première pourrait être, sur un plan politique, un allié dans les efforts de reconnaissance de l'Eglise macédonienne. De plus, les Monténégrins sont considérés comme des Serbes par les nationalistes serbes, et l'affirmation d'une identité distincte monténégrine par le biais du référendum porte un coup sérieux à ce discours serbe, qui conteste aussi l'identité macédonienne. En outre, d'une manière générale, l'indépendance du Monténégro affaiblit davantage la position serbe dans la région et réduit ses capacités de s'immiscer dans les affaires macédoniennes. Elle limite ainsi les ambitions territoriales serbes en Macédoine.

⁶ Pour rappel, le Monténégro avait acquis son indépendance reconnue internationalement en 1878. En 1910, il fut proclamé monarchie. Soumis à une forte pression serbe, en 1918, le parlement monténégrin vota en faveur de l'entrée du Monténégro dans la Fédération serbe, croate et slovène (Fédération SKS). Jusqu'à la création de la première Yougoslavie en 1929, au Monténégro régnait la dynastie serbe des Karadjordjevic, laquelle avait chassé la dynastie monténégrine de Nikola Petrovitch Njegos

Le deuxième enjeu de taille de cette indépendance monténégrine pour la Macédoine est lié à la question du Kosovo. En fait, avec l'indépendance du Monténégro, le statut du Kosovo devrait être plus facilement résolu, car la sortie monténégrine met un terme à l'héritage yougoslave. En même temps, le processus de l'indépendance du Kosovo, contrôlé par la communauté internationale et assorti de conditions cadre strictes sur les relations du Kosovo avec les Etats voisins, limite les ambitions pan-albanaises. Par là même, il affaiblit toute mouvance irrédentiste albanaise en Macédoine et contribue à la consolidation politique interne dans ce pays. Il permet aussi d'accélérer une question pendante pour la Macédoine, celle de la délimitation de la frontière du Kosovo avec les représentants politique du Kosovo, délimitation qui serait ainsi légitimée aux yeux de la population albanaise du Kosovo et de Macédoine. Ceci pourrait mettre fin à un problème latent hautement stratégique pour la Macédoine.

- ***Albanie & Kosovo***

En Albanie et au Kosovo, les albanophones ont réagi très positivement à l'annonce des résultats du référendum monténégrin.

En ce qui concerne l'Albanie, les médias et la classe politique albanaise ont suivi de très près le vote monténégrin et ont été clairement favorables au camp indépendantiste. Les félicitations des dirigeants politiques albanais à leurs homologues monténégrins ont été immédiates : Berisha a invité le premier-ministre Djukanović à une visite d'Etat en Albanie. Notons que le président du groupe parlementaire de l'opposition en Albanie, Pandeli Majko, s'est réjoui « qu'enfin, l'Albanie n'aura plus de frontière avec la Serbie ». La procédure de reconnaissance officielle du Monténégro par l'Albanie est en cours.

Un des principaux enjeux de l'indépendance monténégrine pour l'Albanie est la minorité albanaise vivant au Monténégro. Représentant 7% de la population du Monténégro, celle-ci s'est fortement

mobilisée en faveur de l'indépendance et ses votes (avec ceux des Musulmans bosniaques) ont été décisifs ; en outre, Djukanović avait pu remporter son élection en 1997 grâce au soutien de ces populations. L'engagement de la minorité albanaise en faveur de l'indépendance n'a pas manqué, même si des divisions émaillent cette minorité (cinq formations politiques albanophones ont été créées au Monténégro) et même si des manifestations avaient eu lieu en octobre dernier dans la ville de Tuz en faveur de l'amélioration des droits des Albanais au Monténégro. D'ailleurs ces derniers événements ont été dénoncés avec véhémence en Albanie et au Kosovo, car ils pouvaient nuire au processus de l'indépendance du Monténégro. De fait, ces manifestations furent immédiatement relayées par la presse nationaliste serbe, qui brandit la menace albanaise pour le Monténégro. Même si la minorité albanaise au Monténégro est largement sous-représentée dans l'administration et dans les sphères dirigeantes, elle a été moins discriminée au Monténégro en comparaison avec les autres aires albanophones de l'ex-Yougoslavie. En fait, les rapports entre Albanais et Monténégrins ont été historiquement constructifs et des symbioses identitaires albano-monténégrines ont même été recensées dans le passé.

L'autre enjeu pour l'Albanie en relation au Monténégro sont les relations économiques. L'accélération des relations économiques avec ce dernier devrait rapidement se manifester, compte tenu des excellents rapports politiques entre les deux pays. Une telle ouverture pourrait être un catalyseur pour le développement économique des régions montagneuses du nord de l'Albanie, qui vivent encore de nos jours dans une relative autarcie. Le tourisme assez moderne du Monténégro pourrait aussi stimuler le développement du tourisme en Albanie du nord, que ce soit sur les bords de l'Adriatique ou dans le haut pays.

Quant au Kosovo, comme on pouvait s'y attendre et compte tenu de l'enjeu pour l'accélération du statut que nous avons évoqué plus haut, son élite politique et intellectuelle a réagi très positivement

aux résultats du référendum. Cependant, la classe politique kosovare a refusé de voir le destin du Kosovo comme lié à celui du Monténégro, en craignant que le « non » à l'indépendance l'emporte et que la question du statut du Kosovo se trouve pénalisée par cette question.

La politique pragmatique de Djukanović vis-à-vis de la minorité albanaise au Monténégro et sa « neutralité » sur la question du statut du Kosovo ont contribué à développer ces dernières années une image sympathique du Monténégro dans l'opinion publique du Kosovo. Dès la fin de la guerre du Kosovo, Djukanović avait permis le passage de la frontière pour les Kosovars avec des simples papiers d'identité. En fait, au-delà des apparences, la motivation était économique, car la majorité des Kosovars du Kosovo et de la diaspora en Europe et aux Etats-Unis passent leurs vacances d'été sur les côtes monténégrines. Il faut aussi relever qu'au Kosovo, l'indépendance monténégrine est vécue comme une sorte de revanche et de punition à l'égard de la Serbie.

Enfin, il faut souligner le fait que l'accession de l'indépendance ouvre au Monténégro des perspectives nouvelles sur le plan de l'adhésion à l'Union européenne. En raison de son union politique avec la Serbie, il avait été victime de la suspension de la candidature de la Serbie par l'Union européenne. L'argument européen a d'ailleurs été l'une des cartes maîtresses de Djukanović durant la campagne pour le « oui » à l'indépendance. L'ouverture probable des négociations du Monténégro avec l'Union européenne aura indiscutablement des effets bénéfiques pour les autres Etats des Balkans occidentaux, également fortement mobilisés dans ce processus d'une future adhésion.

© 2006 JFM Recherches et Analyses - Tous droits de traduction et de reproduction réservés.